

ALGÉRIE : LE SIMOUN RÉVOLUTIONNAIRE

Après la révolution du jasmin et le « risque contagieux » de la démocratie qui s'est diffusé, de l'Atlantique au Golfe ont surpris la presse, les spécialistes et diplomates du monde entier. Ben Ali dégagé, *Libération* a ouvert des paris comme au Casino sur la chute des prochains dominos.

Cette approche globalisante de la situation s'explique par les caractères communs aux 21 pays du monde arabe : monarchiques ou prétoriens, fondamentalistes ou laïques, ils sont tous dirigés par des régimes autocratiques. Mais il faut pousser l'analyse car les processus révolutionnaires en cours dans ces pays se développent selon une dynamique qui impose la connaissance de l'histoire longue et complexe de chaque pays, de leur intégration dans le marché mondial et dans la région où ils se situent.

Lorsque l'incendie tunisien s'est partout propagé et que les masses ont occupé tout l'espace public, on n'a plus parlé d'émeute, de révolte ou de soulèvement mais de révolution, car une telle situation intervient quand « En Haut, on ne peut plus et qu'En Bas, on ne veut plus ».

LA PUTRÉFACTION DU RÉGIME ALGÉRIEN

Le dicton chinois : « Le poisson pourrit toujours par la tête » s'applique parfaitement à l'Algérie. Sur Bouteflika¹, tout a été dit : satrape atrabilaire, cruel, malade et corrompu, installé comme tête d'affiche sur le devant de la scène par les *décideurs*, c'est-à-dire la sécurité militaire (SM) devenue Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS). Cette structure bien étudiée depuis la formation du Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales (MALG) en 1957² perdure puisque l'actuel ministre de l'intérieur, Daho Ould Kablia en serait issu, selon Nouredine Aït Hamouda (*Le Soir*, 14/2), .

Cette junte qui fonctionne dans l'opacité a hérité d'une tradition de la Régence turque où les divergences se réglaient par le meurtre. Il en fut ainsi pour Krim Belkacem, Khider, Boudiaf, du général Saïdi Fodil (DRS)³ et maintenant du colonel Ali Tounsi, ancien dirigeant de la SM et du MALG, devenu chef de la sûreté nationale, assassiné le 25 février 2010⁴.

Le gouvernement n'est qu'un club de marionnettes interchangeables. Quant aux institutions, personne n'accorde du crédit à l'Assemblée (APN) ou au Sénat. Pour Hocine Zehouane, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH),

« Le pouvoir n'est pas un pouvoir assis sur la règle des droits, c'est un pouvoir discrétionnaire qui est exercé comme ça où la loi ne signifie plus rien et voilà comment le dispositif fonctionne. Sur le plan économique, l'Algérie est un pays aujourd'hui rentier, fondé sur Hassi Messaoud et Hassi'R'mel et c'est un pays consommateur. Sa consommation, il la ramène de l'extérieur à partir du revenu des hydrocarbures. [...] Le blocage vient du fait qu'à partir des années 1980, une nouvelle orientation s'est imposée, à savoir qu'il faut déconstruire l'économie algérienne et il faut faire du réajustement structurel sur injonction du FMI, de l'OMC, de la Banque mondiale, etc. Donc sur le plan social, il y a aussi un blocage...⁵ »

Ce régime fragile, corrompu et rigide, sans évolution possible vers une réforme démocratique comme le soutient Louisa Hanoune⁵, est largement dans la main des États-Unis et à un échelon inférieur de Paris. Obama a condamné vigoureusement Bouteflika depuis son élection à un troisième

mandat. Il lui a imposé la levée d'urgence, la libération des détenus et l'ouverture des médias lourds ainsi que la création d'une force africaine (FAA) de 75 000 soldats pour contrer l'Africom, incapable d'assurer la sécurité au Sahel. Comme pour Ben Ali et Moubarak, Obama considère Bouteflika comme un fusible à éliminer pour préserver le système. Erreur, car le mot d'ordre scandé dans toutes les manifestations n'est pas « Boutef dégage » mais « pouvoir assassin ».

LE REJET DU SYSTÈME

L'ampleur du chômage et de la précarité, l'exil massif des cadres, le verrouillage des médias lourds, l'explosion d'une hyper corruption, la privatisation du secteur public, les grèves, les jacqueries à répétition, la violence des émeutes qui ont embrasé en janvier une vingtaine de wilayas (préfectures) jusque dans le quartier de Bab el-Oued, au cœur d'Alger, attestent du degré d'exaspération de la population, toutes classes sociales confondues, contre le régime. C'est dans ce contexte, stimulé par les exemples tunisien et égyptien que la société civile prépare la riposte.

LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ

Le 21 janvier, sous l'impulsion de la LADDH (tendance Bouchachi), les syndicats autonomes des enseignants et des fonctionnaires (Satef) et SNAPAP), une centaine d'associations à caractère culturel ou scientifique, autant de collectifs professionnels et de comités locaux regroupant des femmes, des jeunes et des chômeurs, ainsi que des représentants des partis d'opposition : le FFS, le RCD et le Parti socialiste des travailleurs (PST) ont formé une Coordination pour le changement et la démocratie (CNDC), dont le noyau dur est formé par les syndicats autonomes, opposés à l'UGTA contrôlé par le pouvoir. C'est autour de ces syndicats que se sont regroupés les syndicats d'étudiants, le mouvement citoyen des Aarchs, le Comité national des chômeurs et des associations de femmes regroupées dans un Observatoire.

L'« Appel d'Alger » qui constitue la charte de leurs revendications, en vue de la marche du 12 février à Alger réclame le changement et la démocratie, la levée de l'état d'urgence pour une Algérie démocratique et sociale, l'ouverture du champ politique et médiatique, le travail et la justice sociale, la libération des détenus.

La préparation de la marche a fait l'objet d'un soin particulier, attestant du caractère organisé de la structure existante et sa détermination, car malgré son interdiction, elle a été maintenue. Le 12 février, le dispositif policier massif a certes empêché sa concentration à Alger, mais le succès est très important, quoi qu'en disent Louisa Hanoune, la dirigeante du Parti des Travailleurs, devenu la béquille du pouvoir de Bouteflika et l'HISTORIEN officiel de l'Algérie Benjamin Stora. En effet, l'armée n'a pas tiré, les islamistes comme les casseurs n'ont pas dénaturé la manifestation et le Parlement européen ainsi que le président Obama ont exigé de Bouteflika l'engagement de procéder *now*, au passage à la démocratie, ce qu'il s'est dépêché de faire *fissa*, en annonçant le remaniement de son gouvernement de 15 ministres en attendant la suite.

La Coordination a décidé d'organiser une marche tous les samedis avec la menace ouverte d'une grève générale. Par ailleurs dans le cours de ce mouvement les syndicats autonomes se sont affirmés face au RCD de Saïd Sadi qui voulait en prendre le contrôle, c'est-à-dire que le mouvement social

radical est encadré par les syndicats autonomes et qu'un mot d'ordre capable de centraliser la Coordination a été lancé à plusieurs reprises, celui d'une Assemblée Constituante Souveraine, qui indique que c'est au niveau institutionnel que le changement interviendra. En d'autres termes, on ne s'oriente pas vers une transition mais vers une rupture.

Fait nouveau : la formation en France d'une Coordination nationale (CNDC) qui a apporté son soutien à Alger dans plusieurs villes dont Marseille, Paris et Toulouse, en Angleterre et au Canada.

À la veille du cinquantenaire de l'Algérie indépendante, le peuple algérien renoue, par delà la séquence du FLN/Pouvoir des généraux, avec l'histoire du mouvement nationaliste fondé en France par l'Étoile Nord-Africaine. Les syndicats français (CGT, CFTC puis CFDT, FO), les partis ouvriers (PS et PCF) ainsi que la grande presse de gauche, qui, à l'exception de la Fédération de l'Éducation nationale et de la gauche socialiste et révolutionnaire, n'ont jamais soutenu le droit pour le peuple algérien de se constituer en nation souveraine sur le modèle de la révolution française, ne devraient pas maintenant s'indigner comme le claironne Stéphane Hessel et entrer en résistance en achetant son fascicule à 3 euros, mais s'engager ici et maintenant, pour apporter un soutien effectif à un peuple luttant contre la dictature et pour sa liberté.

Notes

1. Benchicou Mohame (Dir). « Notre ami Bouteflika. De l'État rêvé à l'État scélérat », Riveneuve, 2010.
2. Yefsah Abdelkader. « Le processus de légitimation du pouvoir militaire et la construction de l'État en Algérie », *Anthropos*, 1982 et plus riche et important : « La question du pouvoir en Algérie », *En. A.P.*, 1990 ; Aboud Hichem. « La mafia des généraux », Lattes, 2002 ; Zirem Youcef. « La guerre des ombres », Complexe, 2002. En complément, l'éclairant livre de Laribi Lyes. « L'Algérie des généraux », Max Milo, 2007.
3. A. F. « L'enquête sur la mort du général Fodil crée une tension au sommet de l'État », *Le Matin*, 4 mars 2010.
4. Ali Tounsi inhumé hier à Alger. *L'Évènement* 27/02/2010 (Tous les dignitaires de l'État et de l'armée étaient présents).
5. *L'Expression*, 9/02/ 2011. Analyse confirmée et développée dans deux livres remarquables : Malti Hocine. « Histoire secrète du pétrole algérien », La Découverte, 2010 et Martinez Luis. « Violence de la rente pétrolière. Algérie, Irak, Libye », Sciences Po, Presse, 2010.

JACQUES SIMON

14 février 2011